



LE QATAR ABOLIT LE SYSTÈME D'ESCLAVAGE MODERNE

Bonne nouvelle! Le programme de réformes du travail au Qatar est entré en vigueur en janvier et met fin au système esclavagiste de la «kafala».

Depuis des années, les organisations syndicales, dont la CSC Bâtiment, Industrie et Énergie (CSC BIE), dénoncent les conditions de travail des travailleurs migrants au Qatar. Fin septembre et début octobre 2019, ce pays a été le théâtre des Championnats du monde d'athlétisme. En 2022, il accueillera la Coupe du monde de football. Ce pays d'une richesse extrême, aux technologies les plus avancées dans tous les domaines, a construit ses infrastructures sur le dos de sa main d'œuvre migrante réduite à l'esclavage. Le système de la «kafala» prévoyait la confiscation par leur employeur des passeports des travailleurs migrants dès leur entrée dans le pays, ce qui les rendait totalement tributaires de leur employeur. Ils n'avaient pas le droit de quitter leur travail et de retourner dans leur pays sans son accord.

Les mêmes droits pour tous

Dernièrement, d'importantes réformes du travail ont été adoptées. Elles prévoient notamment l'abolition de la «kafala». Les visas de sortie sont dès lors supprimés, mais pas seulement. Les travailleuses et les travailleurs domestiques, celles et ceux des institutions

La même loi de non-discrimination s'appliquera à tous les travailleurs, y compris aux travailleurs domestiques.

publiques, les gens de mer, les travailleurs agricoles, les travailleurs occasionnels ont à présent les mêmes droits que tous les autres travailleurs au Qatar. La même loi de non-discrimination s'appliquera à tous les travailleurs, y compris aux travailleurs domestiques.

Une nouvelle loi visant à garantir un salaire minimum s'appliquant à toutes les nationalités a également été adoptée. L'abolition des «certificats de non-objection» permettra aux travailleurs de changer d'emploi sans obtenir la permission de leur employeur, en respectant les engagements contractuels habituels.

En finir avec l'esclavage moderne

Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI) se réjouit de ces réformes: «Le Qatar change. La nouvelle série de lois mettra fin au système d'esclavage moderne de la «kafala»: la suppression des visas de sortie pour tous les travailleurs, notamment les travailleuses et les travailleurs domestiques; un système de contrats transparents et des tribunaux du travail chargés de les faire appliquer; la fin des

permissions pour quitter un emploi, avec des critères équivalents à tout système de relations du travail moderne; et un fonds du gouvernement destiné à garantir que les travailleurs ne soient pas défavorisés par des employeurs abusifs, pendant que l'État se charge du recouvrement des prestations. Nous reconnaissons qu'un salaire minimum fondé sur des données probantes, le premier dans son genre au Moyen-Orient, représentera une avancée majeure pour les travailleurs, garantissant un niveau de protection minimum. Nous exhortons le gouvernement à annoncer le nouveau taux dans les plus brefs délais.»

Les nouvelles lois sont entrées en vigueur en janvier dernier. Elles devront devenir partie intégrante de la pratique en matière d'emploi et faire l'objet d'un contrôle rigoureux.

Un accord avec l'OIT

Ce programme de réformes fait partie d'un accord de coopération technique de trois ans avec l'Organisation internationale du travail (OIT). Un rapport sur la révision de l'accord sera présenté au



Sous le feu des projecteurs et des critiques, le Qatar s'apprête à améliorer les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs migrants.

conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT) en novembre. Les réformes ont été annoncées lors d'un événement à Doha célébrant le 100^e anniversaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), auquel ont assisté des représentants d'Oman, du Maroc, de l'Organisation internationale des employeurs et de la CSI. «Le partenariat entre le gouvernement du Qatar et l'OIT, soutenu par la CSI, vise à changer des vies, à changer une nation, espère Sharan Burrow. Alors que nous constatons des changements au Qatar, ce n'est malheureusement pas le cas dans les pays voisins où les travailleuses et les travailleurs migrants sont toujours traités comme s'ils étaient moins qu'humains, ne bénéficiant que de libertés et de droits limités.» Le combat syndical se poursuit donc.

Suivez les actions de la CSI sur www.ituc-csi.org and www.youtube.com/ITUCCSI